

contre la réforme des retraites



Le mythe de la grève générale reste ancré comme la seule stratégie opérante pour le mouvement social. Le *Monde Diplomatique* de mars y consacre un article « La grève malgré tous les obstacles », et tente de disséquer les raisons d'une grève générale inaccessible depuis 2003. La faiblesse de la syndicalisation, la décrue des implantations syndicales (qui bien souvent se limitent à un délégué pour participer aux instances et non pour faire du syndicalisme), la réduction des temps de délégation suite aux ordonnances Macron de 2017 y sont exposées. Tout comme les modifications du salariat, toujours plus précarisé et isolé, les délocalisations de la production et les CDI-sations des salariés qui nuisent à la possibilité comme à l'efficacité de la grève. Sans parler de la culpabilisation dans les services publics, du surendettement des ménages, et de la répression féroce des mobilisations de rue qui jugulent aussi les vellétés d'action collective. Il ne resterait dès lors, pour un mouvement social devenu idéologique et politique dans sa confrontation avec le gouvernement, qu'à livrer des alternatives au projet de loi contesté, pour les inscrire dans une logique de représentation politique. Ce qui correspond assez à la ligne de gauche institutionnelle du mensuel conduit par Serge Halimi.

Dans une certaine mesure, cette transcription électoraliste d'une lutte sociale est tentée par quelques groupes de Gilets Jaunes qui ont souhaité pérenniser leur expérience locale via de nouvelles formes de municipalisme à l'occasion des élections municipale. (2)

Temps Critiques condamne fermement cette évolution « qui est le signe d'une société qui ne voit plus ou ne croit plus à une perspective de sortie ou de dépassement du capitalisme » à l'occasion d'un bilan « Luttés et syndicats, un marché de dupes » (3) étayé sur une his-

toire de la social-démocratisation du syndicalisme français depuis 1968. Ainsi selon ces camarades, l'explication du manque de combativité syndicale serait liée à un recentrage des syndicats sur la défense exclusive de la valeur de la force de travail, qui implique d'éviter « la casse du service public et de l'outil de travail » pour ne pas se mettre à dos l'opinion publique. Alors que pourtant la période appelle à une confrontation directe à l'Etat, centrée sur la rue, ainsi que nous l'avaient montré les Gilets jaunes. Les arguments se tiennent, l'analyse est séduisante, mais les luttes de ces dernières années nous montrent aussi que la confrontation directe sur le terrain consacre la toute puissance militaire de l'Etat, y compris dans des cas de victoires comme à Notre Dame des Landes, et que bien peu de personnes sont prêtes à un affrontement suicidaire. *Temps Critiques* le sait bien et ne peut qu'inciter à ne pas remettre en selle les logiques parlementaristes et républicaines à travers une condamnation du 49.3 sans autre finalité.

Lockout viral ?

Depuis de longues années, les modalités de la lutte et l'efficacité de la grève se discutent et se rediscutent à chaque mouvement dans les syndicats, avec les syndiqués, avec les camarades de travail, ou au bistrot. L'impression d'impuissance est réelle, et vérifiée si la grève reste cantonnée à des secteurs restreints alors qu'elle porte sur une revendication globale. Pour espérer gagner, elle doit s'accompagner de mobilisations de rue qui débordent le cadre légal de la revendication. C'est la leçon principale il me semble du cycle de luttes commencé depuis le krach bousier de 2008.

La question est donc aussi : jusqu'où un mouvement est prêt à s'affranchir de la légalité, pour s'exposer, prendre des risques, et bien souvent des coups. Et de savoir si des fragments de la société sont en mesure de s'engager sur cette voie. Que sommes nous prêts à mettre en jeu et qu'avons-nous à perdre ? Ceci s'apprécie aussi à l'aune du pouvoir et de sa force. A ce propos le texte de *Temps Critiques* soulève un point intéressant : « Contrairement à ce que beaucoup croient, qui confondent autoritarisme et autorité, nous avons affaire à un pouvoir faible (...) dont le présumé est que la négociation est un acte de faiblesse qui l'affaiblirait encore davantage ...) »

Ces considérations m'en ont rappelé d'autres : « Aucune révolution, si largement qu'elle ait ouvert ses portes aux masses et aux miséreux – les malheureux, les misérables, les damnés de la terre, comme les désigne la grande rhétorique de la Révolution française-, ne fut ja-

mais lancée par eux. Et aucune révolution ne fut jamais le résultat de conspirations, de sociétés secrètes ou de partis ouvertement révolutionnaires. De façon générale, aucune révolution n'est même possible là où l'autorité du corps politique est intacte, ce qui dans le monde moderne signifie là où l'on peut être assuré que les forces armées obéissent aux autorités civiles. Les révolutions ne sont pas des réponses nécessaires, mais des réponses possibles à la déposition d'un monarque, elles ne sont pas la cause mais bien la conséquence de la chute de l'autorité politique. Partout où ces processus de désintégration ont pu se développer sans entraves, en général sur une période prolongée, une révolution peut survenir à la condition qu'il existe une fraction suffisante du peuple qui soit prête pour un effondrement du régime et qui soit disposée à assumer le pouvoir. Les révolutions semblent toujours réussir avec une facilité déconcertante à leur stade initial : la raison en est que ceux qui sont censés « faire » les révolutions ne « s'emparent » pas du pouvoir, mais plutôt le ramasse quand il traîne dans la rue. » (4)

Il semble bien que les dernières mesures gouvernementales et l'Etat d'urgence sanitaire, derrière la façade martiale, les injonctions à l'union nationale et les menaces répressives, soient le signe d'un pouvoir aux abois pour sa légitimité, si ce n'est à l'agonie pour sa crédibilité politique.

Ultime paradoxe, c'est pourtant des assemblées de base qu'avait surgit le mot d'ordre d'un lockout général de l'économie à partir du 16 mars : « Nous soumettons également au débat la préparation d'une semaine noire de grève générale, avec départ simultané de la grève reconductible dans un maximum de secteurs, avec comme objectif l'extension et la généralisation de la grève. La semaine du 16 mars serait une occasion propice (5) ». Ce que le mouvement social et syndical aurait eu bien de la peine à faire, l'Etat l'a réalisé de son propre chef, prétendant suspendre dans le même temps nombre de griefs, et annonçant un changement de cap à l'orée de la fin de crise, si l'on voulait bien le suivre.

Le confinement sera-t-il l'étouffoir des vellétés combatives, ou la chambre d'incubation des prises de conscience rebelles ? Il y aura sans doute un peu de tout cela. Cependant, nous n'avons d'autre choix que nous préparer à l'effondrement du régime et à assumer le pouvoir. C'est à dire à identifier qui sera ce nous « fraction suffisante » et à penser ce que pourra être ce pouvoir. Nous voilà bien avancés.

Philippe,
Saint-Nazaire, 22 mars 2020

(2) Voir par ailleurs dans ce numéro l'article consacré au municipalisme

(3) <http://tempscritiques.free.fr/>

(4) Hannah Arendt, *La liberté d'être libre (les conditions et la signification de la révolution)*, Payot, 2019 (texte inédit d'une conférence estimée à 1966-1967).

(5) cf : <https://paris-luttes.info/appele-de-la-coordination-nationale-13487> ou Appel « Le 16 mars on stoppe tout » cf <https://blogs.media-part.fr/jean-marc-b/blog/220220/semaine-noire-partir-du-16-mars-stoppe-tout>

PAYS BASQUE L'EXTINCTION PROGRESSIVE DU MOUVEMENT JUSQU'À SON ARRÊT ... TEMPORAIRE ?

Rien d'intéressant à signaler à propos de la lutte contre la réforme des retraites en Pays Basque.

La dernière manifestation, réussie, a eu lieu le 20 février à Bayonne, réunissant plus de 2000 personnes. Et alors que certains ultra-optimistes prédisaient un embrasement dès que le gouvernement dégainerait le 49/3 pour empêcher la poursuite des débats au Parlement, ce fut au contraire l'extinction de toute réelle dynamique à laquelle on a assisté le 29 février.

Les assemblées générales interpro qui avaient ponctué les journées de grève et de manifestation depuis décembre étaient désertées depuis un mois, boudées par les syndicats, et sans force suffisante pour ouvrir des perspectives de façon autonome.

Le renvoi par l'intersyndicale hexagonale d'une grève d'ampleur à la date du 31 mars est apparue à tous.tes comme une volonté claire d'enterrer toute action collective et massive.

Seuls sursauts, le 2 mars, en guise de

protestation suite au 49/3 : une occupation par quelques membres du syndicat LAB (syndicat des travailleurs abertzale) du bureau d'une députée Modem des Pyrénées-Atlantiques, à Anglet ; occupation symbolique, suivie au bout de 8 heures par une évacuation par la police. Et le même jour, en fin de journée, un rassemblement tout aussi symbolique appelé par la CGT, FO, LAB et Solidaires devant la sous-préfecture de Bayonne, réunissant tant bien que mal 200 personnes environ.

En Pays Basque intérieur (rural), la volonté de maintenir un lien entre personnes mobilisées contre le massacre des retraites et, actives plus généralement sur le terrain social, a continué à se manifester par l'organisation d'un rassemblement hebdomadaire, devant la place du marché de Saint-Palais, avec banderole et tracts ; avec pour objectif de susciter rencontres et échanges avec les passant.es. La projection publique du film "La Sociale" de Gilles Perret, le 10 mars, a renforcé ce besoin de



se retrouver et de débattre. De là est née l'envie de poursuivre cette dynamique et de provoquer d'autres moments de ce type, autour d'une vidéo, d'un film, d'une conférence. Pour que les temps de lutte partagée se prolongent, pour instituer une forme de permanence en vue de mobilisations à venir.

Mais l'épidémie de coronavirus et les précautions de distanciation, puis de confinement, dont elle s'accompagne de façon de plus en plus drastique, a eu raison, dès le 16 mars, de ces sympathiques projets de rassemblements et d'échanges larges ... du moins pour un bon moment.

Le 18 mars

EXACERBER LES TENSIONS ENTRE GRÉVISTES ET NON-GRÉVISTES, LE JEU PRÉFÉRÉ DE LA DIRECTION SNCF !

Eric, cheminot à Mantes-la-Jolie et délégué SUD Rail, déjà interviewé dans Courant Alternatif (n° 294), raconte la stratégie de la direction de la SNCF à la suite de la grève historique de l'hiver 2019-2020.

En période de grève, vu l'effort effectué par les grévistes, les tensions ne sont pas rares avec les « jaunes », non-grévistes qui veulent bien profiter d'éventuelles victoires, mais sans perdre un centime, bien entendu.

Cette année, avec une grève historique de près de 60 jours pour beaucoup, la direction a également eu une démarche inédite : une prime a été versée aux non-grévistes.

La nouveauté n'est pas la prime elle-même puisque déjà en 1995, une prime avait été attribuée aux jaunes, et en 2016, sur certains secteurs, un « diplôme de non-gréviste » avait été distribué. Non, c'est plutôt la somme, pouvant monter jusqu'à 1500€, qui est inédite !

Une somme conséquente qui institutionnalise officiellement l'adage « diviser pour mieux régner ».

Certes, cette pratique est illégale, puisque la loi interdit la discrimination pour faits de grève, ou au moins à la marge, car une entreprise doit justifier d'une réelle surcharge de travail pour une telle démarche.

Mais la SNCF prend le risque car il est, bien entendu, difficile de faire la preuve du contraire.

Ce mépris de la loi est révélateur de la volonté généralisée de mettre les travailleurs à genoux. Elle s'inscrit parfaitement dans la propension gouvernementale et « médéfiennne » à sanctionner les syndicalistes et les rebelles au « progrès » ultralibéral ! Et quand c'est l'Etat qui se comporte ainsi (la

SNCF est encore une entreprise publique et n'agit pas de la sorte sans une volonté politique), on ne peut que craindre la situation dans le privé !

De manière plus générale et assumée, cela s'inscrit également dans une volonté d'attaquer la transparence de la rémunération dans les entreprises publiques.

En effet, le déroulement de carrière, plutôt égalitaire et connu de tous, des agents au statut, crée des solidarités dans les collectifs de travail qui vont à l'encontre du « diviser pour mieux régner ». C'est inacceptable pour la nouvelle politique d'entreprise qui promeut une rémunération « au mérite », qui elle, bien sûr, instaure une opacité qui facilite l'explosion du collectif, individualise, divise,

provoque la suspicion et la jalousie entre collègues.

Les primes se multiplient dites « d'objectif », en réalité au faciès, totalement arbitraires et dérogeant aux règles d'attribution, mais, bien entendu, n'oubliant jamais de discriminer les militants syndicaux, agents ayant eu des arrêts maladies, fortes têtes, grévistes, etc.

D'ailleurs, pour éviter les bourdes, l'entreprise incite l'encadrement à établir des fichiers (illégaux bien entendu) dont le leitmotiv est de répertorier les grévistes, syndiqués, etc. Voir les fichiers illégaux de Saint-Lazare notamment, dont plusieurs ont émergé dans la presse.

Certains collectifs ont le bon réflexe : il y a quelques années, l'équipe des agents des postes d'aiguillage du secteur de Mantes se sont donné rendez-vous, dans le bureau de leur chef, et sous ses yeux, ont mis l'argent correspondant à chaque prime sur la table et l'ont redistribué entre eux à parts égales... Contre le « diviser pour mieux régner », une seule réponse : l'unité pour mieux résister !

Éric, cheminot de Mantes-la-Jolie,
21/03/2020

